

Mise en œuvre du dispositif d'expérimentation prévu par la loi relative à l'énergie et au climat

Date de la contribution : 27/02/2020

Question 1 : Avez-vous des observations sur les critères d'éligibilité envisagés par la CRE ?

Introduction

La Bourse Européenne de l'Electricité EPEX SPOT salue le nouveau cadre réglementaire de la loi Energie-Climat et les objectifs de développement de la flexibilité et soutient les initiatives de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) dans ce domaine.

Les besoins de flexibilité augmentent dans toute l'Europe dans un contexte de croissance des renouvelables. La France ne fait pas exception, même si ces besoins sont pour l'instant relativement moins aigus que chez certains de ses voisins européens. L'un des enjeux est notamment de s'assurer que les nouvelles ressources de flexibilité soient utilisées au bon moment et au bon endroit et que leur valeur pour le système soit reflétée avec précision, tout en répondant également aux besoins de gestion du réseau. In fine, les services au système basés sur la flexibilité représentent une alternative aux investissements dans les réseaux de transport ou de distribution. Ceci est aussi précisé par l'article 32 de la Directive 2019/944 sur les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité, qui souligne la nécessité d'inciter au recours à la flexibilité dans les réseaux de distribution.

Dans ce contexte de décentralisation et de digitalisation du secteur de l'énergie, il est essentiel de donner la possibilité de déployer à titre expérimental certaines technologies et services tout en garantissant la sécurité des systèmes électriques. Les bacs à sable réglementaire s'inscrivent dans le cadre d'une « régulation dynamique » indispensable à la transformation et à la décarbonation du secteur de l'énergie.

EPEX SPOT a déjà bénéficié de la mise en place de bacs à sable réglementaires pour tester ses innovations sur les marchés locaux de flexibilité. A titre d'exemple, le projet pilote Enera lancé en Allemagne en février 2019 a ainsi pu prendre forme grâce au cadre SINTEG créé par le Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie. Avant même la fin de la période d'expérimentation, de nombreuses leçons ont déjà pu être tirées notamment sur le plan de la technologie, de l'architecture de la solution proposée et du cadre réglementaire approprié. Notre expérience a notamment montré que les dérogations, même si elles sont temporaires, doivent toutefois être accordées pour une période suffisamment longue pour permettre une véritable expérimentation. Les quatre ans prévus par la loi Energie Climat et la possibilité de renouveler cette dérogation pour la même durée offrent le temps nécessaire à la mise en oeuvre ainsi que la possibilité de « roder » le fonctionnement du projet et les procédures techniques.

Question 1 : Avez-vous des observations sur les critères d'éligibilité envisagés par la CRE ?

Les critères d'éligibilité proposés par la CRE sont pertinents. Il est effectivement indispensable d'identifier d'emblée et de façon précise l'obstacle réglementaire ou législatif. Toutefois, certains obstacles réglementaires ne peuvent être identifiés que pendant la mise en oeuvre concrète du projet. C'est la raison pour laquelle une redéfinition du champ d'un bac à sable peut être nécessaire en cours d'expérimentation. Il est également important de donner de la visibilité aux acteurs le plus tôt possible sur la possibilité de faire évoluer le cadre réglementaire ou législatif. En effet, les projets comme Enera qui ont bénéficié du cadre SINTEG ont vu en parallèle l'adoption d'une nouvelle législation qui empêche le déploiement des technologies alors mêmes que celles-ci étaient en cours de test. Ceci est un exemple de nouvel obstacle qui apparaît au cours de la mise en oeuvre du projet. EPEX SPOT encourage la CRE à étudier quelles mesures prendre si un tel cas se présente et qu'il remet en question une expérimentation.

Question 2 : Avez-vous des observations sur la procédure envisagée par la CRE ?

Concernant une possible évolution réglementaire ou législative à l'issue de la phase d'expérimentation, il est essentiel que celle-ci soit proposée assez tôt pour donner de la visibilité aux acteurs et leur permettre de déterminer si leur projet va pouvoir se déployer. Sans cela, les décisions d'investissements nécessaires au déploiement à plus grande échelle ne peuvent être prises.

Question 3 : Avez-vous des observations sur le contenu du dossier de candidature envisagé par la CRE ?

Question 4 : Avez-vous des observations sur le suivi des expérimentations envisagé par la CRE ?

La coopération avec tous les acteurs publics du secteur de l'énergie est cruciale tout au long de la phase d'expérimentation. En particulier, toute évolution du cadre réglementaire doit pouvoir être prise en compte dans les projets dès le départ. Si les participants aux projets prévoient que le (futur) cadre réglementaire n'évoluera pas dans une direction favorable à leurs projets, les incitations à participer et à s'investir dans des projets pilotes diminuent. Nous recommandons à la CRE de régulièrement informer les porteurs de projet des changements réglementaires en cours ou à venir susceptibles d'avoir des impacts sur les expérimentations.

Question 5 : Voyez-vous d'autres modalités de mise en œuvre qu'il serait nécessaire de préciser ?

Si le bac à sable réglementaire prévoit une compensation financière ou des procédures administratives pour bénéficier d'une exemption, celles-ci doivent être mises en place de manière effective et efficace. En Allemagne, dans le cadre du projet SINTEG, les participants bénéficient d'une compensation financière pour couvrir les désavantages économiques liés au cadre réglementaire existant. Selon notre expérience, un seuil trop élevé et des démarches administratives lourdes peuvent empêcher la participation des acteurs et leur engagement dans le projet.

Enfin, nous comprenons qu'un des avantages du dispositif de bac à sable réglementaire est un partage d'information facilité, que cela soit entre le porteur du projet et l'administration qu'entre porteurs de projets eux-mêmes. Le dialogue entre les participants et l'administration offre aux premiers une visibilité à même de faciliter le développement du projet tout en permettant à l'administration de rédiger un cadre réglementaire adapté aux réalités économiques et techniques auxquelles ils font face. Les échanges entre les participants quant à eux favorisent les synergies. Il est donc nécessaire que la CRE prévoie une plateforme permettant ces échanges. Afin de garantir l'égalité de traitement entre participants et dans la mesure où la protection du secret des affaires le permettrait, ces échanges seraient publiés.